

## ENTRETIEN

MARIE-LAURE GEOFFRAY, maître

de conférences à l'Institut des hautes études d'Amérique latine

# « Les évolutions en cours semblent irréversibles »

**L**es négociations en cours entre Cuba et les États-Unis augurent-elles d'une évolution du régime ?

**Marie-Laure Geoffray :** C'est plutôt l'inverse : les négociations avec les États-Unis ont été rendues possibles parce que Raul Castro a pris le pouvoir et imprimé sa marque sur le gouvernement cubain. Raul Castro a toujours été vu comme plus pragmatique, plus ouvert que son frère Fidel. D'ailleurs, depuis 2008, il s'est à plusieurs reprises déclaré prêt à discuter de tous les sujets avec Washington, y compris des prisonniers politiques.

Cela étant, le rétablissement des relations diplomatiques avec les États-Unis ne manquera pas d'entraîner de nouveaux changements. Jusqu'ici, les relations d'échange entre les Cubains de Cuba et les Cubains vivant aux États-Unis (surtout celles qui impliquaient le transfert de ressources pour des activités de la société civile) servaient souvent de prétexte pour menacer, mettre en garde à vue des opposants, des défenseurs des droits de l'homme, des membres d'ONG. À l'avenir, il sera plus difficile de limiter ces échanges car ce serait contraire avec le rétablissement des relations diplomatiques. Il sera également plus délicat d'utiliser la

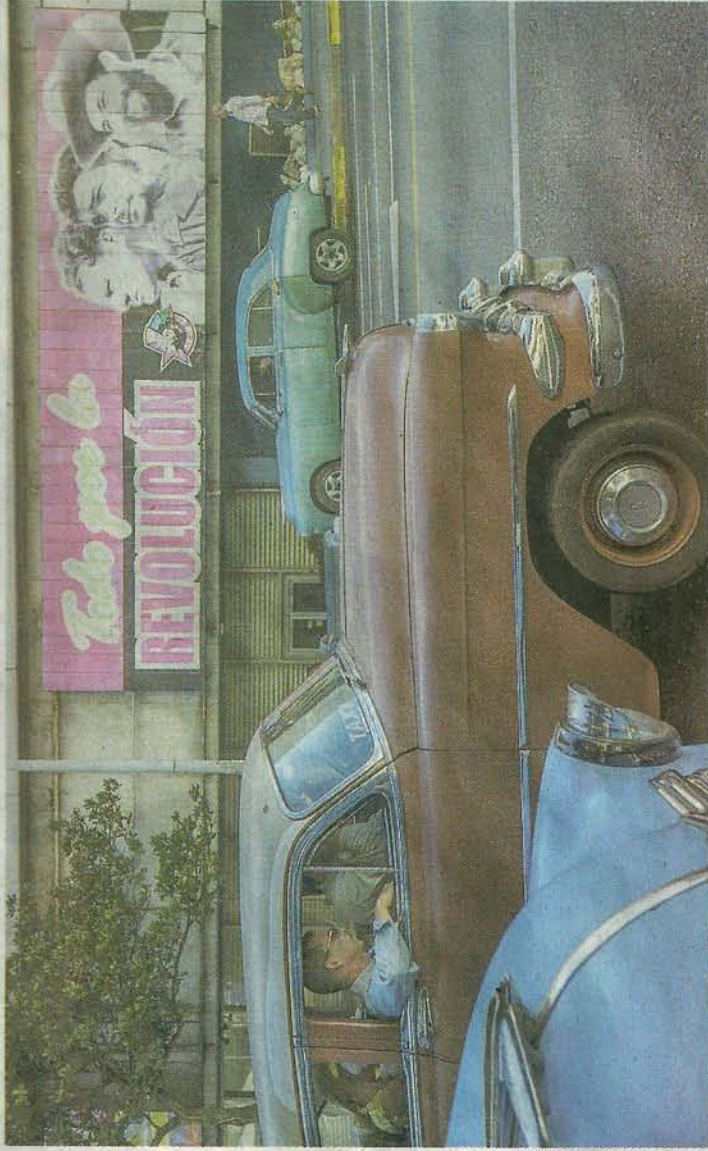
rhétorique anti-impérialiste même si elle est encore très présente, notamment dans les discours de Raul Castro à propos de l'attitude d'Obama vis-à-vis du Venezuela.

**Raul Castro a-t-il autorisé les petites entreprises privées dans de nombreux secteurs pour assurer coûte que coûte la survie du régime ?**

**Ou est-ce le début de la fin de l'économie étatique ?**

**M.-L. G. :** L'introduction de mécanismes de marché a commencé dès les années 1980, lorsque Fidel Castro était encore aux commandes.

Mais, alors, les ouvertures vers plus de marché étaient en permanence remises en cause. Cela empêchait les Cubains d'avoir une vision de long terme. Avec Raul Castro, les nouvelles évolutions ne sont plus remises en cause. Elles semblent irréversibles. D'ailleurs, les Cubains ne croient plus qu'elles seront remises en cause. C'est un changement profond. Car, même si les contrôles restent très tatillons, même s'il y a encore des restrictions (pour exercer une activité privée, il faut obtenir une licence et toutes les activités ne sont pas autorisées), les Cubains peuvent désormais planifier à plus long terme quand ils se lancent dans la petite entreprise privée.



**Pour Marie-Laure Geoffray, « il n'est pas absurde d'imaginer que, comme en Chine aujourd'hui, Cuba combine demain développement de l'économie de marché et maintien du monopole du Parti communiste sur le gouvernement ».**

**Cuba va-t-elle connaître une évolution à la chinoise ?**

**M.-L. G. :** Il est difficile de comparer une île de 11,2 millions d'habitants, très éduqués, et un pays de 1,3 milliard d'habitants dont une grande partie a peu accès à l'éducation. Malgré tout, il n'est pas absurde d'imaginer que, comme en Chine et au Vietnam aujourd'hui, Cuba combine demain développement de l'économie de marché et maintien du monopole du Parti communiste sur le gouvernement.

**Raul Castro a annoncé qu'il se retirerait en 2017. Y a-t-il au sein du régime quelqu'un capable de prendre la suite ?**

**Ou est-ce le saut vers l'inconnu voire la fin du régime castriste ?**

**M.-L. G. :** Il y a un successeur

désigné, Miguel Diaz-Canel. Premier vice-président du Conseil depuis février 2013, il est pressenti comme futur chef de l'État. Ce qui est étonnant, c'est que Raul Castro ne le met pas en avant. C'est, de ce fait, un personnage peu public et peu connu. On sait peu de chose sur sa capacité à gouverner et à maintenir la loyauté des élites émergentes économiques, politiques et militaires et leur adhésion au gouvernement révolutionnaire. C'est cela, la grande inconnue. Il ne faut pas oublier que sous Raul Castro, beaucoup de militaires sont à des postes économiques clés.

**Peut-on espérer une évolution vers plus de démocratie ?**

**M.-L. G. :** Une loi électorale est en préparation, mais on ne sait trop

si elle introduira plus de pluralisme, ni si elle réservera une meilleure place aux candidatures dissidentes et à quel niveau. Aujourd'hui, au niveau local, ces candidatures sont autorisées officiellement mais, en pratique, elles sont découragées, stigmatisées, les candidats sont parfois menacés, et en tout cas jamais élus. Qu'en sera-t-il demain ? Peut-être débouchera-t-on peu à peu sur une modernisation de la vie politique cubaine. Cela dépend en grande partie du rôle futur des militaires, qui aujourd'hui est majeur dans la politique comme dans l'économie. Cela ne plaide pas en faveur d'une démocratisation qui impliquerait la mise des militaires sous le contrôle des civils.